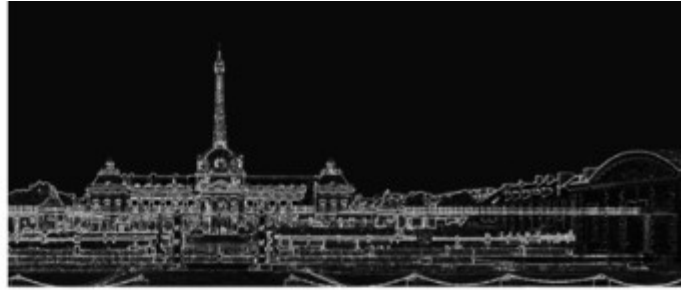
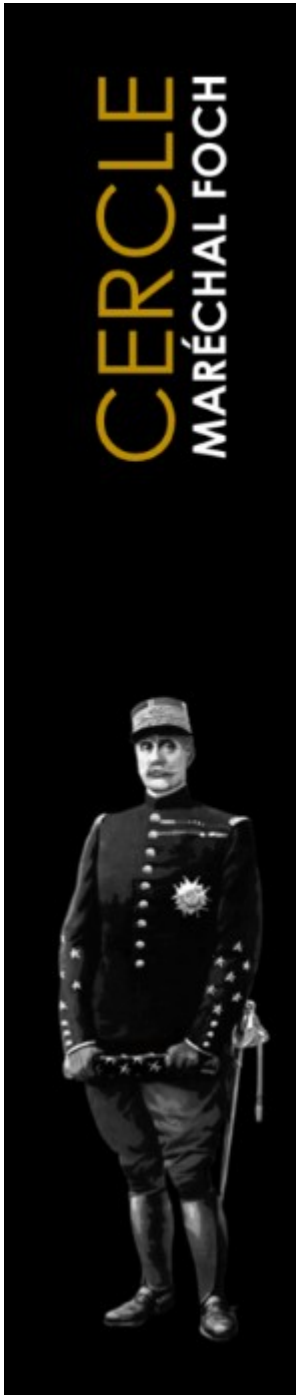


**Présentation du dossier 32 « *Face aux ruptures, être prêt.* »**

Les lignes qui suivent visent à replacer l'article que vous allez lire dans le cadre général du prochain dossier du [Cercle Maréchal Foch](#), « *Face aux ruptures, être prêt* ».



Novembre 2025

Face aux  
ruptures,  
être prêt.

32

En effet, début 2025, le Cercle Maréchal Foch diffusait via THEATRUM BELLI son dossier de réflexion n° 31 « [Le temps des ruptures](#) ». S'appuyant sur le vote récent de la loi de programmation militaire 2024-30, le dossier prenait acte des nouvelles formes de conflictualité, du retour de la force désinhibée comme composante des relations interétatiques, du choc culturel que le retour de la guerre en Europe orientale constituait pour les populations « *apaisées* » de l'Union européenne, vivant dans un espace sans frontières, sans ennemi, sans idéologie collective...).

On y évoquait les enjeux nationaux et internationaux, les défis technologiques et capacitaires, les questionnements éthiques et moraux qui découlaient de ce « *changement d'époque* ».

Un nouveau dossier, n° 32, est en cours de rédaction, intitulé « **Face aux ruptures, être prêt** ». Sans empiéter sur le rôle des organismes officiels et s'inspirant de la version 2025 de la revue nationale stratégique, il vise à dégager des principes généraux ou des orientations plus techniques qui pourraient soutenir les réflexions de tous ceux que le sujet de la défense nationale, dans le cadre européen, intéresse et, aujourd'hui, préoccupe. Ce dossier se refuse à un pessimisme qui encombre souvent les analyses de la situation actuelle et, en contrepoint de ce pessimisme du chemin à parcourir, entend mettre en avant un optimisme d'action et du but atteignable. Il entend cependant rester lucide et réaliste en s'appuyant sur l'expérience du passé, lointain comme plus récent...

Les allusions à « *l'entre-deux guerres* » étant nombreuses aujourd'hui, la première partie du dossier regroupera quelques éclairages sur les années 1935-1940. Il ne s'agit pas réécrire « *L'étrange défaite* » sans le talent de Marc Bloch, mais de choisir dans les prémices de la catastrophe de 1940 quelques instants où, avec le recul, il paraît incompréhensible qu'un voyant rouge ne se soit pas allumé sur le tableau de bord national, ou plutôt, s'étant allumé, pourquoi il fut si difficile de se préparer à l'épreuve qui s'annonçait.

Plus près de nous, la deuxième partie fait appel directement à nos rédacteurs, tous acteurs de la fin de guerre froide et de « *la guerre mondiale de la France* » pour reprendre le titre d'un livre récent de Michel Goya. À partir de la fin des années 1970, et surtout de 1990, les armées françaises (et l'on s'intéressera plus particulièrement à l'armée de Terre) ont été placées dans des situations opérationnelles imprévues, lointaines et exigeantes, dans un contexte de réduction de leurs moyens. De l'avis général, si les buts politiques furent loin d'être toujours atteints, les buts militaires le furent, avec plus ou moins de publicité, au prix d'efforts, y compris humains, souvent occultés. Cette partie récapitulera certains de ces efforts et permettra, nous l'espérons, de croire au « *succès des armes de la France* » pour les défis qui s'ouvrent désormais à nos armées.

La troisième partie se lancera dans l'exercice de la prévision dont on sait la difficulté, surtout, pour reprendre la boutade célèbre, lorsqu'elle traite de l'avenir. Il s'agira en fait d'un exercice de conviction de la part de rédacteurs qui, forts de leur expérience passée mais également de leur enracinement dans les réalités du moment, mettront sur la table « *de la nourriture pour l'esprit* », sans obligation de consommer !

Innovation majeure par rapport aux dossiers précédents, nous avons choisi de ne pas attendre d'avoir réuni l'ensemble des contributions de ce dossier n° 32 pour les mettre à la disposition de nos lecteurs. Elles seront publiées par THEATRUM BELLI au fur et à mesure de leur disponibilité, avant d'être réunies sous une forme complète. Vous trouverez donc ce rappel du but général et de l'articulation du dossier en tête de chaque publication, accompagné de l'indication de la partie à laquelle elle se rattache.

## Par le Général d'Armée (2S) Bruno Dary

**Officier d'infanterie, le général Dary a participé aux « guerres périphériques » qui ont émaillé la dernière décennie de la guerre froide. Après avoir commandé une brigade, puis la légion étrangère, il a été, de 2007 à 2012, Gouverneur militaire de Paris.**

\*\*\*

L'histoire de cette confrontation, qui restera dans l'histoire sous le nom de « *guerre froide* », débute en mai 1945, dès le lendemain de la capitulation de l'Allemagne nazie devant les « *Alliés* ». Les trois vainqueurs (États-Unis, URSS, Royaume-Uni) se réunissent à Potsdam en août pour mettre sur pied une occupation commune de l'ex-Allemagne. La France put rejoindre ce groupe, si bien que l'Allemagne fut divisée en 4 zones, chacune d'elles administrée par une autorité d'occupation, relevant de chacun des quatre vainqueurs. Mais aucun accord ne permit d'aller plus loin, si bien qu'un « *Rideau de Fer* » (expression de Churchill) s'est installé et a coupé l'Europe en deux zones, l'une sous l'autorité du monde libre et l'autre sous le contrôle du monde communiste.

En 1949, la situation fut actée par la création de deux États distincts, la République fédérale allemande, avec Bonn comme capitale, et la République démocratique allemande, la capitale étant Pankow, ville à proximité de Berlin. Il restait le cas particulier de l'ancienne capitale, Berlin, qui était située au cœur de la zone contrôlée par les Soviétiques. La ville fut organisée en quatre secteurs : trois constituèrent ce qui sera appelé « *Berlin-Ouest* » et la quatrième fut dénommée « *Berlin Est* ». À noter que les forces armées présentes eurent le statut de « *troupes d'occupation* », appellation qu'elles conservèrent jusqu'en 1990, année de la réunification de l'Allemagne.

Alors que l'on aurait pu penser que les vainqueurs de « *l'hydre nazie* » auraient pu s'entendre en trouvant un arrangement commun, il n'en fut rien et un nouvel antagonisme naquit, coupant l'Europe en deux zones bien distinctes, séparées par une frontière qui sera appelée « *le Rideau de fer* ».

Et cet antagonisme dura près d'un demi-siècle ! Il vit s'affronter — ou plutôt s'opposer — deux mondes, que tout séparait : l'idéologie, l'économie, la culture, le mode de vie, les médias, la diplomatie et bien sûr, le dispositif militaire. Et il fallut attendre le mois de février 1991, pour assister à la disparition du Pacte de Varsovie, ou plutôt à son auto-dissolution, ce qui, en fin de compte, peut être interprété comme une victoire, puisque d'un côté, les pays de l'OTAN, et plus particulièrement, leurs armées, ont tenu — et ont tenu bon — alors que, de l'autre, les pays de l'Est ont décidé de quitter ce Pacte qui les unissait, entraînant la disparition de l'URSS, le 26 décembre 1991 ...

Plusieurs raisons expliquent cette victoire du monde occidental, qui restera un magnifique succès, puisqu'il a été obtenu sans avoir eu à tirer un seul coup de canon en Europe ! La première, et sans doute la principale raison, est que les pays du monde occidental, et plus particulièrement ceux de l'OTAN, ont « *tenu bon* », que ce soit individuellement ou collectivement. Pour ce qui concerne la France, n'oublions pas les générations d'officiers, qui, à

la sortie de Saint-Cyr, rejoignaient une garnison située dans le Nord-Est de la France ou en Allemagne au sein des Forces françaises en Allemagne (FFA)... et qui passaient une large partie de leur carrière à « *monter la garde* » face à l'Est. Le fait que la France, sur la décision unilatérale du général de Gaulle, ait quitté le commandement intégré de l'OTAN, n'a rien changé dans les faits, puisque tous les plans de la 1<sup>re</sup> Armée française consistaient alors à renforcer les forces de l'Alliance, engagées en Allemagne. Souvenons-nous de l'exercice « *Kekerspatz* » (Moineau Hardi) à l'automne 1987, qui vit un volume très significatif des forces françaises être engagées en Allemagne, dans un exercice commun. Pour la petite histoire, cet exercice est resté célèbre dans l'histoire, car, à l'instar de la photo symbolique des deux présidents français et allemand se donnant la main en septembre 1984 à Douaumont, ils furent tous les deux présents à la fin de l'exercice.

Mais au cours de la « *guerre froide* », il y eut des moments de forte tension. Il y eut d'abord le Blocus de Berlin-Ouest par les Soviétiques en 1949, qui se traduisit par un gigantesque pont aérien, conduit par les forces aériennes de l'OTAN, durant près d'un an, et conçu pour soutenir les populations et les contingents occidentaux de Berlin-Ouest, avant que Staline ne cède. Et l'Occident montra sa détermination par la signature du traité de Washington, qui reste le socle juridique du Traité de l'Atlantique Nord.

Suivit, quelques années plus tard la crise des missiles sur l'île de Cuba, lorsque l'URSS commença à y installer des missiles stratégiques, missiles qui pouvaient bien entendu atteindre le sol américain. Mais c'était aussi pour répondre à la provocation américaine d'installation de missiles américains en Turquie, qui pouvaient atteindre l'URSS...

Puis, avec un peu de retard, et pour répondre à l'édification du « *Mur de Berlin* », le Président Kennedy, se rendit lui-même sur place, au mois de juin 1963 et y prononça un discours demeuré célèbre, avec sa phrase historique et lourde de sens : « *Ich bin ein Berliner !* ».

Et enfin, eut lieu sur le sol européen la crise des Euro-missiles, à la suite l'installation des missiles SS20 soviétiques, puis de fusées *Pershing II* et de plusieurs centaines de missiles de croisière américains. L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au Kremlin en 1985 va permettre la sortie de crise, si bien que, lors du sommet de Washington, au mois de décembre 1987, Américains et Soviétiques se mettront finalement d'accord sur l'« *option zéro* », c'est-à-dire le démantèlement de tous leurs missiles de courte et moyenne portées en Europe. Pour la première fois, les deux Grands acceptent de diminuer, et pas seulement limiter, le nombre de leurs armements !

Mais au-delà de ces confrontations militaires, à la fois stratégiques et politiques, plusieurs autres facteurs peuvent être avancés pour expliquer la résistance du monde occidental, face à la volonté de suprématie de l'URSS.

Le premier, et sans doute le plus important fut l'Initiative de Défense Stratégiques — ou IDS — conçue et prônée en 1983, par le Président américain, Ronald Reagan, et plus connue sous le nom de « *Guerre des étoiles* ». Il s'agissait d'un projet de défense anti-missile destiné à la protection des États-Unis contre une frappe nucléaire stratégique par des missiles balistiques intercontinentaux et des missiles balistiques lancés par des sous-marins adverses... (qui ne pouvaient être que soviétiques). Ce concept devait combiner des systèmes capables

d'intercepter les missiles ennemis, depuis le sol et l'orbite terrestre. Mais ce programme de « *Guerre des étoiles* » ou de « *bouclier spatial* », à la fois scientifique et militaire, mobilisa des crédits publics privés immenses, dans le giron du complexe militaro-industriel américain et finit pas « *asphyxier* » l'URSS, dont l'économie ne pouvait suivre, ne serait-ce que sur le plan financier.

Et puis, il ne faut pas oublier les autres combats dans d'autres champs, notamment spirituels, et plus particulièrement le rôle majeur, à la fois spirituel, diplomatique, culturel, historique que joua le Vatican et plus particulièrement le pape Jean-Paul II dans cette « *confrontation* ». Le premier voyage qu'il effectuera, alors qu'il vient d'être élu pape, fut pour la Pologne, son pays natal et pays très marqué par la religion catholique. 95 % de la population est croyante et catholique. Pendant la période communiste, les rapports entre l'Église et l'État polonais étaient compliqués. Ce premier voyage, suivi de plusieurs autres, permit au Pape de dénoncer les dérives du monde moderne et de rappeler les positions traditionnelles de l'Église. Il se posa en défenseur des Droits de l'homme et joua un rôle essentiel dans la structuration de l'opposition au communisme en Pologne à partir de 1979. En effet, l'Église catholique polonaise, soutenue par le pape dont l'autorité est incontestée en Pologne, aida activement le mouvement populaire d'opposition de Lech Walesa dans les années 1980. Le Kremlin aurait pu intervenir militairement, comme il l'avait fait à Budapest en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968... Mais il ne le fit pas, ce qui fut interprété comme une réponse cinglante à la question posée par Staline, quelques années auparavant : « *Le Vatican, combien de divisions ?* ».

Il ne faut pas non plus oublier le rôle joué par les médias. À l'époque, les réseaux sociaux n'existaient pas, mais les ondes radios, en dépit des brouillages, passaient au-dessus du Rideau de fer et du Mur de Berlin, et finissaient par atteindre les populations des différents pays du Pacte de Varsovie... À cet égard, on peut se souvenir de « *Radio Free Europe* », qui joua un rôle essentiel dans l'effondrement du Mur, car la population — et sans doute encore plus la jeunesse — savait ce qui se passait à l'Ouest. Et les images de la chute du Mur sont révélatrices, à la fois de la pression exercée par la population et de l'incapacité des forces de sécurité de s'y opposer. Ces médias, par leur diffusion continue, témoignaient des valeurs démocratiques en fournissant une information exacte et surtout non censurée, des images réelles et même des débats ouverts, tels que la population en bénéficiait à l'Ouest.

Il faut également souligner le rôle joué par le « *processus d'Helsinki* » dont l'Acte final de 1975 mis en place les premières mesures de confiance et de contrôle des armements en Europe, tandis que sa « *troisième corbeille* », consacrée au Droits de l'Homme, mina progressivement le pouvoir soviétique de l'intérieur.

Enfin, « *the last, but not the least* », parmi les acteurs majeurs de la confrontation entre l'Est et l'Ouest, il ne faut pas oublier le rôle majeur et même incontournable joué par la dissuasion nucléaire, dans laquelle la France a tenu toute sa place, et de façon entièrement autonome ! Ce fut ce que l'on a communément appelé « *l'équilibre de la terreur* ». Notre dissuasion était alors articulée en trois niveaux :

- tout d'abord les forces classiques, pour bien montrer à l'adversaire notre volonté de défendre notre pays et sa population. Comme l'écrivait un Président de l'époque, il fallait que du sang français coule...

- ensuite, le concept de dissuasion faisait appel à l'armement pré-stratégique, un système anti-forces à base de missile sol-sol, les *Pluton*, dont les cibles étaient exclusivement les formations militaires du Pacte de Varsovie ;
- et enfin, l'armement stratégique, constitué à l'époque de trois composantes, dont deux sont toujours opérationnelles, car la composante Sol-Sol intercontinentale des missiles du Plateau d'Albion a été depuis démantelée.

Et aujourd'hui, où une menace renaît aux frontières orientales de l'Europe, il n'est pas inutile de se rappeler de cette confrontation « *Est-Ouest* » sous ses différents aspects. Elle nous a permis, non seulement de rester maîtres de notre destin, mais aussi de continuer à vivre librement dans un pays en paix. Le dernier mot revient à l'École de Guerre, dont la devise décrit parfaitement ce que nous avons vécu durant près de 50 ans : « *Si vis pacem, para bellum !* »